Allocutions d'ouverture

John Smyth

Traducteur : Sophie Blanquer

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/2600>

DOI : 10.4000/ries.2600

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1999

Pagination : 17-19

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

John Smyth, « Allocutions d'ouverture », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 24 | 1999, mis en ligne le 23 novembre 2012, consulté le 21 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2600> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.2600>

*John Smyth*¹

Monsieur le Président de la Commission française pour l'UNESCO,
Monsieur le Directeur du CIEP,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de renouveler les remerciements de l'UNESCO et, en particulier, ceux du Directeur général de l'UNESCO à la Commission nationale française pour l'UNESCO et au Centre international d'études pédagogiques qui ont donné corps à ce colloque qui se déroule dans un cadre prestigieux.

Permettez-moi d'exprimer un mot de bienvenue à tous les participants, et en particulier à ceux qui viennent de l'étranger. Nous espérons que ce colloque répondra à toutes vos attentes.

Le thème du colloque est très important pour l'UNESCO et je vais essayer d'exposer brièvement ce qu'elle attend de ces débats.

L'année 2000 a été proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies « Année internationale pour la culture de la paix » et l'UNESCO a été chargée par l'Assemblée générale de mener et de coordonner les différentes activités des Nations Unies dans divers champs.

L'UNESCO projette donc de mettre l'accent, entre autres choses, sur les droits de l'homme. En effet, le préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme proclame que le respect de ceux-ci est « le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde ». L'année internationale pour la culture de la paix est pour l'UNESCO l'occasion de réfléchir à l'interprétation et à la compréhension des droits de l'homme, et en particulier le droit à l'éducation.

L'éducation, pour l'UNESCO, est non seulement un droit en soi, mais c'est également un formidable moyen de promotion de la connaissance et du respect des droits de l'homme en général. De fait, après avoir adopté la Déclaration universelle, les Nations Unies ont demandé à tous les États membres de faire connaître ce texte et de contribuer à sa propagation, à sa présentation, à sa lecture dans les écoles et autres institutions éducatives. En vertu de cela, l'UNESCO projette, l'année prochaine, l'organisation de diverses activités dans le domaine de l'éducation en faveur de la paix et des droits de l'homme.

Nous avons l'intention, entre autres choses, d'axer la prochaine édition de notre Rapport mondial sur l'éducation sur le droit à l'éducation, sur les différents modes actuels d'interprétation de ce droit et sur ses perspectives d'application. Par conséquent, en coopération avec la Commission nationale française pour l'UNESCO et le Centre international d'études pédagogique, nous avons organisé ce colloque international comme travail préparatoire à la rédaction de

17

¹ Cette contribution a été traduite par Sophie Blanquer.

ce rapport. Par ailleurs, ce rapport s'inscrit dans la complémentarité d'un autre rapport sur le même sujet, réalisé à la Commission sur les droits de l'homme des Nations Unies par le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation, Katarina Tomasevski. Son rapport envisagera la question sous l'angle juridique alors que le nôtre abordera davantage les questions d'éducation. Par conséquent, il y aura l'année prochaine deux rapports des Nations Unies sur le droit à l'éducation. Cependant, peut-être est-il légitime de s'interroger sur la nécessité d'organiser un colloque international pour débattre d'une question aussi simple que celle du droit à l'éducation que personne ne conteste. Pas plus, d'ailleurs, que n'est remis en doute la nécessité d'orienter les contenus d'éducation vers la paix.

En fait, comme Jean Favier et Christian Nique l'ont très justement souligné dans leur discours, la situation est bien plus complexe qu'il n'y paraît à première vue et elle invite à se poser des questions. Le droit à quoi ? « Toute personne a droit à l'éducation » proclame l'article 26 de la Déclaration des droits de l'homme. Mais quel en est le sens ? Le droit à n'importe quel type d'éducation ? À n'importe quel moment ? Par qui ? Comment ? En fait, qu'est-ce que l'éducation ? Simplement dans les écoles et les lycées ? Quelles sont les limites ? Quelle était l'intention de la Déclaration en proclamant le droit à l'éducation ? C'est pour répondre à toutes ces questions et à bien d'autres sous-jacentes, que l'UNESCO a souhaité organiser ce colloque. Nous voulions connaître l'avis d'un groupe d'experts venant de pays différents et exerçant dans le champ de l'éducation à un très haut niveau. Nous voulions en particulier savoir comment ils interprètent les demandes du droit à l'éducation en rapport avec les contenus de l'éducation. Les débats seront d'une grande valeur à un double titre, dans la perspective du *Rapport mondial sur l'éducation*, mais aussi dans la perspective d'une publication d'un intérêt général.

L'UNESCO aimerait que l'accent soit mis sur trois grandes problématiques, ce qui n'exclut pas les remarques pertinentes sur d'autres sujets, comme n'ont pas hésité à le faire Jean Favier et Christian Nique. La première, à la fois très vaste et quelque peu abstraite, est précisément formulée dans le texte de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine ». Tendons-nous vers cela aujourd'hui ? Les personnes chargées d'élaborer les contenus et de former les professeurs ont-elles toujours ce principe à l'esprit ?

La seconde concerne, comme Jean Favier l'a fait remarquer, les bouleversements qu'a connus le monde de l'éducation ces cinquante dernières années, depuis la proclamation de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en particulier, les changements de terminologie. Il y a cinquante ans, nous ne parlions que d'éducation. « L'éducation doit être obligatoire. » « L'éducation doit être gratuite. » « L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine. » Or, aujourd'hui nous utilisons de plus en plus le terme d'apprendre, de formation (*learning*). Nous parlons d'apprenants, de besoin d'ap-

prendre, de formation tout au long de la vie. Pourquoi le vocabulaire a-t-il changé ? Cela correspond-il à différentes manières d'interpréter le droit à l'éducation ? Certaines interventions du colloque tenteront d'ailleurs de répondre à ces questions. Nous écouterons avec intérêt ce qui ressortira des débats à ce sujet : éducation et formation et non éducation vs formation. Quelles sont les implications de cette distinction d'une part pour nous et, d'autre part, en termes d'élaboration de contenus d'éducation ? Quelle est la place du professeur ? De quel côté se trouve-t-il ? En devenant central, l'apprenant a-t-il marginalisé le professeur ?

Enfin, la dernière problématique, abordée par certains intervenants du colloque, et qui présente un grand intérêt pour l'UNESCO concerne la préparation à la formation tout au long de la vie. C'est devenu un slogan reconnu internationalement. La conférence mondiale sur l'Éducation pour tous a proclamé que l'éducation de base « devait assurer une préparation à la formation tout au long de la vie ». Un groupe, constitué de huit grands pays industrialisés et de la Russie, et qui s'est réuni à Cologne en juin 1999, a rédigé un communiqué spécial sur la formation tout au long de la vie, insistant pour que l'éducation de base prépare à la formation tout au long de la vie. On est en droit de se poser plusieurs questions. L'éducateur est-il apte à assurer cette formation ? Quelles sont les implications en termes de contenus ? Quels sont les contenus du primaire et du secondaire ? D'un côté, comme cela a été souligné à Cologne, il y a les dirigeants politiques qui proposent et, de l'autre, les éducateurs pour qui la situation n'est pas toujours claire. La liste des questions liées au droit à l'éducation, et notamment aux contenus, est loin d'être exhaustive.

Au nom de l'UNESCO, je renouvelle mes remerciements à la Commission nationale française pour l'UNESCO et au Centre international d'études pédagogiques, ainsi qu'à tous les participants du colloque qui, dans le cadre du programme de l'UNESCO, comptera parmi ses actions les plus importantes.